

AMNISTIE INTÉGRALE POUR LES CONDAMNÉS MILITAIRES, POUR LES INSOUMIS ET LES DÉSERTEURS DE LA BOUCHERIE IMPÉRIALISTE!

Tous ceux qui ont des yeux pour voir savent maintenant ce que c'était que cette Deuxième guerre mondiale des démocraties, commencée pour que Dantzig soit polonais, et terminée pour que Berlin soit russe, Tokio américain, et Paris... n'insistons pas!

On a, il est vrai, cassé les reins au militarisme allemand, italien et japonais, mais le militarisme professionnel, policier et colonial de la France, représenté par de Gaulle et ses troupes impériales de mercenaires, est encore debout. Il a occupé le pays; il occupe maintenant divers pays étrangers, et il s'occupe en Indochine contre les indigènes en révolte.

On a porté aux nues la résistance opposée aux armées allemandes par les civils français. Il y a des résistants qui n'ont pas été non plus sans mérite et sans courage. Ce sont les résistants à toutes les armées; les objecteurs de conscience. Si tout le monde avait fait comme eux, nous n'aurions pas eu la guerre.

On a glorifié le maquis des jeunes qui n'ont pas voulu partir servir sous Hitler. Il y a eu un autre maquis celui des gars qui n'ont pas voulu servir sous Daladier, sous Pétain ou sous Eisenhower. Et puis, il y a ceux dont le crime est d'avoir tout simplement voulu vivre. A l'heure où tant d'anciens profiteurs notoires de l'occupation allemande ont repris leur place parmi les dirigeants du pays, il serait temps de ne plus traiter en parias les pauvres diables qui ont tout, simplement voulu sauver leur peau.

Quel est aujourd'hui le parti politique qui pourrait sans hypocrisie s'opposer à l'Amnistie intégrale que nous réclamons pour les victimes françaises du militarisme français?

Les communistes - tour à tour défaitistes ou patriotes selon les volte-face diplomatiques de l'U.R.S.S. - sont devenus «le premier parti de France», après avoir jeté, en novembre 1940, les bases d'un traité d'alliance entre le Reich et un «*gouvernement révolutionnaire*» qui devait être instauré à Paris sous la présidence de Thorez, avec l'approbation des chefs communistes français et de Staline. (Document révélé par la *Review of World Affairs* de novembre 1945).

Le même Maurice Thorez, déserteur à l'étranger en temps de guerre, a été amnistié, puis proposé à la présidence du Conseil. Pourquoi deux poids et deux mesures? Si on réintègre les chefs dans le circuit ministériel, pourquoi les petits, les sans-grade, les non-responsables ne seraient-ils pas amnistiés, eux aussi, et rendus à cette fameuse «*production*» qui doit relever la France de ses ruines?

Pendant un demi-siècle, les socialistes, aujourd'hui intégralement au pouvoir, se sont proclamés internationalistes. Ils ont refusé (du moins en temps de paix), de voter les crédits de guerre. S'ils conservent encore quelque chose de leurs convictions jaussistes ou guesdistes, il est temps pour eux de s'en souvenir - et de le montrer.

Les membres du M.R.P. se disent chrétiens. Ils ont parmi eux des pacifistes comme Marc Sangnier et même des objecteurs de conscience. Ils suivent les mots d'ordre du Pape, qui par nécessité professionnelle,

a collaboré et collaborera avec tous les régimes présents, passés et futurs, avec toutes les puissances fascistes ou anti-fascistes qu'il plaira à la divine providence d'imposer aux hommes. Ils proclament aussi parfois que la personne humaine est sacrée. Voilà l'occasion de se souvenir du *Sermon sur la montagne* et du précepte biblique: «*Tu ne tueras pas!*».

Le «*Rassemblement des gauches*» se réclame de la pensée laïque et républicaine, dans la tradition de Renan et d'Anatole France. C'est Renan qui écrivait: «*Si j'avais été soldat, je n'aurais pu donner d'autre exemple que celui de la désertion*». Et Anatole France: «*L'armée, c'est l'école du crime*»; «*On croit mourir pour la patrie et on meurt pour les industriels*».

Le P.R.L. a pour chef Michel Clemenceau, héritier du Tigre; qui déclara dans un beau moment de sincérité: «*Après tout, les anarchistes ont raison, les pauvres n'ont pas de patrie*». Et encore: «*Quand nos gouvernants réclament des enfants, c'est que les fièvres du Tonkin réclament de nouvelles victimes*».

D'un bout à l'autre de l'éventail politique - d'André Marty, le marin de la mer Noire, à de Gaulle, le «*Français déchu*» de 1942 - de Louis Aragon, conchieur total de l'armée française, à Charles Maurras qui brandissait naguère son couteau de cuisine pour la paix et appelait à l'insurrection en cas de croisade militaire «*antifasciste*» - il n'est personne qui ne soit, moralement, coupable ou complice de quelque «*provocation de soldats à la désobéissance*», bien que ce ne soit point «*dans un but de propagande anarchiste*».

Il s'agit maintenant de savoir ce qu'on fera de ceux qui ont, non pas provoqué, mais désobéi.

La justice exige qu'ils soient mis en liberté.
